

NETTOYAGE

CCT genevoise

[↓ TABLE DES MATIÈRES](#)

Convention Collective de Travail du secteur du nettoyage pour le canton de Genève 2011-2013

Table des matières

- [1.](#) But
 - [2.](#) Champ d'application
 - [3.](#) Contrat individuel de travail
 - [4.](#) Catégories professionnelles
 - [5.](#) Salaire
 - [6.](#) 13e salaire
 - [7.](#) Durée du travail
 - [8.](#) Horaire de travail
 - [9.](#) Modification de la durée et/ou de l'horaire de travail
 - [10.](#) Heures supplémentaires
 - [11.](#) Travail de nuit et du dimanche
 - [12.](#) Jours fériés
 - [13.](#) Indemnité en cas d'absences justifiées
 - [14.](#) Indemnité pour le service militaire, le service civil et la protection civile en Suisse
 - [15.](#) Prévention des accidents
 - [16.](#) Couverture en cas d'accident
 - [17.](#) Couverture en cas de maladie et de maternité
 - [18.](#) Indemnités diverses
 - [19.](#) Vacances
 - [20.](#) Prévoyance professionnelle
 - [21.](#) Délais de congé
 - [22.](#) Protection contre le congé en temps inopportun
 - [23.](#) Paix du travail
- [Dispositions d'exécution](#)
- [24.](#) Commission paritaire
 - [25.](#) Compétences et tâches
 - [26.](#) Peines conventionnelles
 - [27.](#) Recours
 - [28.](#) Contributions aux frais d'exécution et de perfectionnement professionnel
 - [29.](#) Autres dispositions
 - [30.](#) Durée de validité de la convention collective
- [Annexe I](#) Grille des salaires 2011-2013
- [Annexe II](#) Protection de la personnalité
- [Annexe III](#) Accord concernant les apprenti(e)s
- [Annexe IV](#) Accord sur la formation professionnelle du personnel d'entretien (cat 4+)
- [Coordonnées des parties signataires](#)
-

Convention Collective de Travail du secteur du nettoyage pour le canton de Genève

conclue entre

**Le Groupement des entreprises de services et de propreté (GESP),
L'Association genevoise des entrepreneurs en nettoyage et services (AGENS),**

et

Les syndicats SYNA, UNIA Genève et SIT

2011-2013

1. But

La présente convention collective a pour but de régler les conditions de travail dans les domaines du nettoyage, de la propreté et de l'hygiène dans les entreprises de services et de propreté établies ou actives dans ce domaine dans le Canton de Genève.

La convention vise également à favoriser la formation professionnelle et continue des jeunes et des adultes.

2. Champ d'application

La convention est applicable :

- Aux entreprises qui ne sont pas domiciliées à Genève, mais qui y travaillent régulièrement ou occasionnellement.
- Aux entreprises membres du GESP (groupement des entreprises de services et de propreté) et aux entreprises membres de l'AGENS (association genevoise des entrepreneurs en nettoyage et services).
- Aux employeurs qui, par une procédure d'adhésion individuelle au sens de l'article 356 B) du Code des Obligations, demandent que les dispositions de la présente CCT leur soient applicables.
- A toutes les catégories de travailleurs exerçant leur activité au sein des entreprises assujetties, à l'exception du personnel administratif et du personnel d'encadrement.
- Aux apprenti(e)s dans les limites prévues par l'annexe III.

Les employeurs assujettis appliquent sans restriction la présente convention collective, sous peine des sanctions établies par la commission paritaire qui organise le contrôle de son application.

3. Contrat individuel de travail

1. Lors de l'engagement, l'employeur et le travailleur signent un contrat individuel de travail, qui comporte au moins les mentions déterminées par la commission paritaire, notamment : la catégorie professionnelle, la durée hebdomadaire moyenne normale du travail (calculée sur le mois) et le salaire. La commission paritaire met une formule-type à la disposition des employeurs.
2. Le contrat individuel de travail prévoit expressément que les dispositions étendues de la CCT, dont un exemplaire est remis au travailleur, en fait partie intégrante du contrat.
Il ne peut exister qu'un seul contrat individuel par travailleur.

4. Catégories professionnelles du secteur du nettoyage

Nettoyeur(euse) en bâtiment	Activités principales
1 Titulaire d'un CFC de la branche	– traitement des sols (décapage-imprégnation, cristallisation, shampooing-moquette), lavage de vitrages en façade, lavage des façades, lavage de plafonds, désinfection de locaux ; – travaux de nettoyage nécessitant l'utilisation de produits classes toxiques 1 & 2 ;
2 Qualifié(e) avec 4 ans d'activité au moins dans la branche en tant que nettoyeur/euse en bâtiment et compétent(e) pour les travaux	

ci-contre :	<ul style="list-style-type: none"> – travaux de nettoyages spécifiques piscines, gaines de ventilation, machines de production, après sinistres (incendies, inondations), désinfection-désinsectisation ; – travaux d'entretien de chantier et nettoyages de fin de chantier ; – travaux d'entretien général de bâtiment (concierge).
3 Non qualifié(e) <ul style="list-style-type: none"> – débutant(e) ou – ayant moins de 4 ans d'activités en tant que nettoyeur(euse) en bâtiment et assignés/es aux travaux ci-contre : 	

Personnel d'entretien	Activités principales
4+ Personnel d'entretien au bénéfice du certificat de formation de la branche	<ul style="list-style-type: none"> – nettoyage régulier d'entretien dans tous les types de locaux nécessitant des prestations simples et répétitives ; – activités d'essuyage, de dépoussiérage, de détachage, de balayage, de lavage, d'aspiration, de lustrage, de vidage de corbeilles et récipients à déchets, d'entretien de sanitaires et d'enlèvements de traces sur les vitrages.
4 Personnel d'entretien sans certificat de formation effectuant en moyenne plus de : <ul style="list-style-type: none"> – 2011 : 20h / semaine – 2012 et 2013 : 18h / semaine 	
5 Personnel d'entretien dont le temps de travail n'excède pas : <ul style="list-style-type: none"> – 2011 : 20h / semaine – 2012 et 2013 : 18h / semaine 	

Remplaçant(e)	Remarques
6 Engagée(e) sur la base d'un contrat à durée limitée (maximum 3 mois) pour assurer le remplacement d'un(e) titulaire des catégories 3 à 5 pendant les périodes du 1er juin au 30 septembre et du 15 décembre au 15 janvier.	Ne concerne que les catégories 3, 4 et 5.

Catégorie 5 :

Personnel d'entretien

- Un(e) employé(e) d'entretien catégorie 5 dont la durée hebdomadaire moyenne de travail, calculée sur 2 mois consécutifs, devient supérieure à 20h en 2011 et 18h dès 2012, est automatiquement assimilé(e) en catégorie 4 dès le 3e mois.
- Le contrat de travail devra être adapté dans les meilleurs délais.

Catégories 4 & 5 :

Personnel d'entretien

- Les heures effectuées occasionnellement par le personnel d'entretien (Cat. 4, 4+ & 5) pour l'exécution d'activités telles que nettoyeurs/yeuses en bâtiment, seront payées selon le taux horaire de la catégorie 3.
- Un(e) employé(e) d'entretien effectuant régulièrement des activités telles que nettoyeurs/euses en bâtiment, représentant plus de 30 % de son temps de travail total calculé sur une période de 2 mois consécutifs, est automatiquement assimilé(e) dès le 3e mois en catégorie 3.

Catégories 4+ :

Personnel d'entretien au bénéfice du certificat de formation

- Employé(e) d'entretien qui a suivi la formation de 5 jours mise sur pied par la commission paritaire (voir annexe IV) et qui a réussi l'examen, à savoir qui s'est vu délivrer le diplôme valable pour toute la branche.
- Le contrat de travail devra être adapté dans les meilleurs délais. L'employeur dispose d'un délai de carence de 3 mois dès la réussite de l'examen pour faire passer l'employé(e) en catégorie 4+.

Catégorie 2 : **Nettoyeur(euse) en bâtiment qualifié**

- Un(e) employé(e) ayant 4 années ou plus d'activités dans la branche en tant que nettoyeur(euse) en bâtiment mais dont les qualifications ne peuvent être contrôlées lors de son engagement, peut être assimilé(e) en catégorie 3 pendant la 1^{re} année qui suit son engagement.

5. Salaires

1. Les salaires sont déterminés dans une grille annexée à la présente convention collective (annexe 1).
2. Si la variation de l'indice suisse des prix à la consommation entre le mois d'août de l'année écoulée et le mois d'août de l'année en cours est égale ou supérieure à 2,25 %, l'adaptation des salaires doit faire l'objet d'une négociation.
3. D'éventuelles modifications devront être décidées au plus tard le 30 novembre pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivante.
4. Les salaires sont perçus au plus tard le 10 du mois suivant.
5. Le salaire à la tâche est interdit.
6. Une fiche de salaire détaillée doit être remise à chaque travailleur.

6. 13e Salaire

1. Un 13e salaire, calculé pro rata temporis, est versé avec le salaire de décembre comme suit :

Catégorie	Taux
1-2-3	100 %

Catégorie	1 ^{re} année de service	2 ^e année de service	3 ^e année de service	4 ^e année de service
4 et 4+	2011			
	25 %	50 %	75 %	100 %
	2012			
	50 %	75 %	100 %	
	2013			
	100 %			

Catégorie	2011	2012	2013
5	50 %	75 %	100 %

2. Le 13e salaire n'est pas dû pendant la période d'essai.
Le 13e salaire n'est pas dû pour la catégorie 6.
Le 13e salaire est payé sur la base du salaire annuel brut correspondant aux heures de travail effectivement accomplies, à l'exclusion des heures supplémentaires.

7. Durée du travail

1. La durée hebdomadaire moyenne du travail calculée sur le mois est fixée dans le contrat individuel.
2. Elle est de 44 heures au maximum.
3. Si un travailleur est occupé par plusieurs employeurs, la durée hebdomadaire totale du travail ne

peut en aucun cas dépasser 50 heures (article 9 de la loi sur le travail (LTr)). A cette fin, l'employeur s'informe auprès du travailleur de toute autre activité exercée chez un autre employeur, en précisant sa nature, sa durée ainsi que son horaire. Le travailleur est tenu de fournir les renseignements demandés.

8. Horaire de travail

1. L'horaire de travail est défini dans le contrat individuel. L'employeur peut modifier l'horaire de travail en fonction des exigences de la clientèle en tenant compte, autant que possible, des disponibilités des employés.
2. La durée hebdomadaire du travail peut être répartie sur cinq jours et demi.
3. L'horaire de travail doit répondre aux exigences de la loi fédérale sur le travail, en particulier pour ce qui concerne le travail de nuit, du dimanche, des femmes et des jeunes travailleurs.

9. Modification de la durée et/ou de l'horaire de travail

1. Une modification de la durée hebdomadaire contractuelle de travail ou de l'horaire de travail convenu ne peut intervenir qu'avec l'accord du travailleur. Elle entre en vigueur au plus tard à l'expiration d'un délai correspondant aux délais de congé de la présente convention (art. 21). Le contrat de travail doit être modifié dans les meilleurs délais.
2. En cas de refus de la modification de la durée hebdomadaire de travail ou de l'horaire de travail convenu, l'employeur peut résilier le contrat en respectant le délai de congé prévu à l'art. 21 de la présente convention.

10. Heures supplémentaires

1. Est réputée heure supplémentaire toute heure commandée et/ou admise par le supérieur hiérarchique et accomplie au-delà de la 44e heure hebdomadaire.
2. Les heures supplémentaires sont décomptées par trimestre civil (janvier-mars ; avril-juin ; juillet-septembre ; octobre-décembre).
3. Les heures supplémentaires sont compensées par un congé de même durée dans la période de décompte.
4. Les heures supplémentaires non compensées par un congé de même durée pendant la période de décompte sont payées, à l'expiration de cette période, avec une majoration de 25 %.
5. A toute heure supplémentaire accomplie au-delà de la limite hebdomadaire de 50 heures s'appliquent, au surplus, les dispositions de la loi fédérale sur le travail.

11. Travail de nuit et du dimanche

1. En sus des compensations en temps prévus par la loi fédérale sur le travail (LTr), le travailleur a droit à un supplément de 25 % pour le travail de nuit et de 50 % pour le travail du dimanche. En cas de travail de nuit accompli le dimanche, les suppléments ne sont pas cumulables, le taux de 50 % est applicable.
2. Les suppléments pour travail de nuit ou du dimanche se cumulent avec ceux prévus en cas d'heures supplémentaires non compensées. Ainsi, les heures supplémentaires accomplies la nuit et non compensées sont payées moyennant un supplément de 50 % (25 % + 25 %). Les heures supplémentaires accomplies le dimanche et non compensées sont payées moyennant un supplément de 75 % (25 % + 50 %).

12. Jours fériés

1. Les jours suivants sont fériés :
1er janvier – Vendredi-Saint – Lundi de Pâques – Ascension – Lundi de Pentecôte – 1er août – Jeûne Genevois – Noël – 31 décembre.
2. Seuls les travailleurs des catégories 1 à 5 conservent leur droit au salaire pendant un jour férié chômé, pour autant que celui-ci corresponde à un jour habituellement travaillé. Ce droit est subordonné à la condition qu'ils aient respecté leur obligation de travailler le jour ouvrable précédent et le jour ouvrable suivant. Le droit à des jours fériés existe aussi pendant les vacances du travailleur.

3. Sous réserve des dispositions de la loi fédérale sur le travail, et en particulier du consentement du travailleur, celui-ci peut être tenu de travailler un jour férié lorsque l'entreprise cliente n'est pas soumise à l'obligation de respecter ce jour férié et que le travail accompli ce jour-là entre dans l'horaire normal du travailleur considéré.
4. Le travail effectué régulièrement un jour férié ne donne pas droit à un supplément, mais à un congé payé de même durée accordée dans la semaine qui précède ou qui suit. Les heures supplémentaires accomplies à l'occasion d'un jour férié donnent lieu à un congé payé de même durée.

13. Indemnité en cas d'absences justifiées

– Décès du conjoint, père, mère, enfant :	3 jours
– Décès de frères, sœurs ou beaux-parents :	1 jour
– Mariage de l'intéressé :	2 jours
– Naissance d'un enfant :	1 jour
– Inspection militaire :	½ jour
– Inspection militaire hors du canton de Genève :	1 jour
– Déménagement comme locataire, au maximum une fois par an :	1 jour

14. Indemnité pour le service militaire, le service civil et la protection civile en Suisse

Durant les jours pendant lesquels le travailleur est empêché de travailler pour effectuer une période de service militaire obligatoire en Suisse ou un service assimilé (protection civile), le travailleur a droit aux indemnités suivantes calculées en pourcentage :

	Célibataires sans charges	Mariés ou célibataires avec obligation d'entretien
Ecole de recrues et de cadres :	50 %	80 %
Service militaire jusqu'à concurrence de 4 semaines par année civile :	80 %	80 %
Service militaire de plus de 4 semaines et jusqu'à 21 semaines par année civile :	50 %	80 %

15. Prévention des accidents

1. Les entreprises prennent les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs dans le respect des normes de sécurité cantonales et fédérales. Sont en particulier applicables les dispositions contenues dans la Directive relative à l'appel à des médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail (MSST). A cet effet, chaque entreprise devra présenter une solution «sécurité» approuvée ou adhérer à une solution de branche.
2. Les travailleurs signalent à leur employeur ou à ses représentants les défauts du matériel ou des installations qu'ils peuvent remarquer.

16. Couverture en cas d'accident

1. Les travailleurs sont assurés contre les risques d'accidents professionnels et non professionnels conformément à la loi fédérale sur l'assurance accidents.
2. Tout accident doit être annoncé immédiatement, mais au plus tard le jour suivant à la direction de l'entreprise ou à ses représentants. En cas d'infraction à cette règle, l'employeur ne sera pas responsable des retards dans le remboursement de l'indemnité.
3. La compensation de la perte de salaire est égale aux montants versés par l'assurance-accidents.
4. L'employeur prend en charge le paiement des jours de carence dans les limites de l'article 324b CO, pour autant que l'employé ait fourni les justificatifs et que l'assurance-accidents ait donné son accord sur le cas.
5. L'indemnité s'élève à 80 % du salaire effectif, 13e salaire compris.
6. La prime couvrant les accidents non professionnels est à la charge du travailleur. Seuls les

travailleurs accomplissant au moins 8 heures par semaine sont assurées contre les accidents non professionnels.

17. Couverture en cas de maladie et de maternité

A) Indemnités en cas de maladie :

1. Après la période d'essai, l'employeur garantit aux travailleurs des catégories 1 à 5, pendant la durée du contrat de travail, une indemnité pour la perte de gain due à la maladie.
2. L'indemnité s'élève à 80 % du salaire effectif, 13e salaire compris.
3. Elle est versée dès le 3e jour pendant la durée du contrat de travail, mais au maximum pendant 720 jours dans une période de 900 jours.
4. Lorsque le cas n'est pas assurable (réserves, rechutes de maladies anciennes, etc.), l'employeur doit les prestations selon l'échelle de Berne.

B) Congé maternité :

Sont applicables les lois en vigueur sur l'assurance maternité.

C) Information de l'employeur, certificat d'arrêt de travail en cas de maladie, paiement :

1. Le travailleur est tenu d'informer sans délai son employeur. Il doit lui remettre un certificat d'incapacité de travail, en original, au plus tard le 3e jour de l'absence. L'employeur peut exiger un tel certificat dès le 1er jour d'absence.
2. L'employeur se réserve le droit d'ordonner en tout temps au salarié de se soumettre à une consultation auprès d'un médecin désigné par lui. Cette consultation s'effectue aux frais de l'employeur. Le médecin est lié par le secret médical et ne se prononce que sur la capacité de travail de l'intéressé. En cas de refus, par le salarié, de cette consultation, les indemnités peuvent être suspendues ou supprimées.
3. L'employeur établit la déclaration de maladie et l'envoie à l'assurance à réception du certificat médical. Si les indemnités d'assurance ne sont pas versées directement au travailleur, l'employeur lui verse les indemnités de perte de gain reçues de l'assurance au plus tard à la prochaine échéance des paies.

D) Dispositions générales

1. Le paiement des primes est au moins paritaire. Moyennant paiement de 50 % de la prime et l'accomplissant les démarches administratives, l'employeur est libéré de toute autre obligation, conformément à l'article 324a alinéa 4 CO.
2. Le droit à l'indemnité naît à l'expiration du temps d'essai. Les remplaçants ne reçoivent de l'employeur ni indemnité ni salaire en cas de maladie ou de maternité, sous réserve des dispositions impératives du droit public dans ce dernier cas.
3. L'employeur met à disposition du travailleur les conditions générales d'assurance.

18. Indemnités diverses

A) Transport

1. Aux travailleurs des catégories 1 à 3 qui ne sont pas transportés par les entreprises et qui ne travaillent pas sur un même site durant la journée, les entreprises versent une indemnité couvrant les frais de transport justifiés.
2. Aux travailleurs des catégories 4 à 6 qui ne sont pas transportés par les entreprises et qui travaillent au moins sur trois sites consécutifs différents durant la journée, les entreprises versent une indemnité assurant la gratuité des trajets selon le tarif des transports publics, au maximum le prix de l'abonnement mensuel des TPG.
3. Au personnel devant travailler en dehors du canton et qui n'est pas transporté par les entreprises, celles-ci versent une indemnité correspondant aux frais effectifs, mais au maximum au tarif des transports publics.

B) Repas de midi

Aux travailleurs travaillant hors du canton et ne pouvant prendre leur repas à domicile, les entreprises versent une indemnité de subsistance de CHF 15.–.

C) Remplaçants

Pour les indemnités diverses, les remplaçants jouissent des mêmes avantages que les personnes qu'ils remplacent.

19. Vacances

1. Le droit aux vacances est de quatre semaines par année.
2. Les employés à plein temps ayant plus de cinq années de service chez le même employeur ont droit à quatre semaines et un jour de vacances.
3. Dès la 11^e année de service chez le même employeur, les travailleurs ont droit à cinq semaines de vacances.
4. La date des vacances doit être fixée par l'employeur, qui tient compte des intérêts légitimes du travailleur. L'employeur peut obliger le travailleur à prendre ses vacances pendant une période de fermeture de l'entreprise cliente.
5. La rémunération des vacances se fait au terme de la période de paie durant laquelle elles ont été prises.
6. Le montant du salaire afférent aux vacances est de 8,33 % pour les travailleurs ayant droit à quatre semaines de vacances ; de 8,75 % pour les travailleurs ayant droit à 4 semaines et un jour de vacances et de 10,64 % pour ceux ayant droit à cinq semaines de vacances.

20. Prévoyance professionnelle

1. Lorsque les conditions légales sont remplies, les travailleurs sont affiliés à une institution reconnue de prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, conformément à la LPP. Les conditions d'affiliation et d'octroi des prestations sont réglées exclusivement par les règlements de l'institution.
2. La contribution à la prime est paritaire (50 % à la charge de l'employeur – 50 % à la charge du travailleur, quel que soit son âge). Sa perception incombe à l'employeur.
3. Chaque travailleur soumis reçoit un exemplaire des statuts et du règlement de l'institution à la fin du temps d'essai, ainsi qu'après toute révision de ces textes.
4. L'employeur veille à ce que ses employés reçoivent chaque année de la caisse de prévoyance un décompte individuel LPP.

21. Délais de congé

1. Le temps d'essai est de 2 mois. Pendant le temps d'essai, le délai de congé des travailleurs des catégories 1 à 5 est de 7 jours nets.
2. Après le temps d'essai et pendant la 1^{re} année de service, le délai de congé est de 1 mois pour la fin d'un mois ; dès la 2^e année de service, de 2 mois pour la fin d'un mois ; dès la 9^e année de service, de 3 mois pour la fin d'un mois.
3. Pour les remplaçants, le délai de congé est dans tous les cas de 2 jours pour la fin d'un jour.
4. Lorsque le travailleur n'entre pas en service ou abandonne son emploi abruptement sans justes motifs, l'employeur a droit à une indemnité égale au quart du salaire mensuel ; il a, en outre, droit à la réparation du dommage supplémentaire.

22. Protection contre le congé en temps inopportun

1. Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat pendant une incapacité de travail totale ou partielle résultant d'une maladie ou d'un accident non imputable à la faute du travailleur, et cela durant 30 jours au cours de la première année de service, durant 90 jours de la deuxième à la cinquième année de service et durant 180 jours à partir de la sixième année de service.
2. Pendant la grossesse et au cours des seize semaines qui suivent l'accouchement.

23. Paix du travail

Les employeurs et les travailleurs s'engagent à tout mettre en œuvre pour trouver ensemble les solutions à d'éventuelles divergences. Chacune d'elles renonce à toute action pouvant porter préjudice à l'autre, notamment par des campagnes de presse, occupation des locaux.

Les employeurs et les travailleurs s'engagent à respecter la paix illimitée du travail.

En cas de violation de l'obligation de paix illimitée du travail, la partie coupable versera une amende conventionnelle au maximum de Fr. 50 000.– à l'autre partie. Cette disposition ne s'applique pas aux travailleurs individuels.

Dispositions d'exécution

24. Commission paritaire

1. Une commission paritaire ayant la personnalité juridique est instituée pour mettre en œuvre la convention et en assurer la bonne exécution ainsi qu'une application uniforme.
2. Cette commission comprend un nombre égal de représentants des employeurs et des travailleurs respectivement, désignés par les parties signataires. Ces dernières peuvent également désigner des remplaçants de leur choix. Dans tous les cas, les délégations patronales et syndicales disposent d'un nombre égal de droit de vote.
3. Sauf disposition contraire, la commission prend ses décisions à la majorité des voix acquises dans les deux délégations patronale et syndicale.
4. Pour le surplus, la commission établit tous les règlements nécessaires à la bonne gestion de la CCT et de ses activités propres.

25. Compétences et tâches

1. La Commission paritaire est seule habilitée à assurer la bonne exécution de la présente CCT, dans les limites fixées par l'art. 357b CO. Elle remplit ses tâches et exerce ses compétences en toute indépendance, s'appuyant au besoin sur les voies de droit à disposition. Elle peut également déléguer tout ou partie de ses tâches à des tiers.
2. Dans l'exécution de sa mission de contrôle de l'application de la CCT, la commission peut notamment :
 - a. Prendre la décision de subordonner les entreprises à la présente convention.
 - b. Opérer des contrôles dans les entreprises.
 - c. Exiger des entreprises et des travailleurs tous les documents pertinents pour le contrôle, en particulier les contrats de travail, les fiches de salaire, les attestations relatives au paiement des charges sociales. Les contrôleurs qu'elle délègue doivent être admis sans restriction sur les sites.
 - d. Prononcer des peines conventionnelles ou des avertissements en respectant le principe de proportionnalité et en tenant compte des éléments suivants :
 - faute commise (intention, négligence grave, négligence légère, etc.) ;
 - violation unique ou multiple des dispositions conventionnelles ;
 - gravité de cette violation ;
 - récidive ;
 - réparation totale ou partielle par le fautif avant le prononcé de la peine conventionnelle ;
 - taille/nombre d'ouvriers de l'entreprise.
 - e. Procéder à l'encaissement et au recouvrement des contributions dues par les entreprises (contributions professionnelles, peines conventionnelles, frais de contrôle, etc.), par voie de droit au besoin.
 - f. Imposer en cas de nécessité le port d'un badge d'identification personnelle pour les travailleurs.
3. Dans l'exécution des autres tâches liées à l'application de la CCT, la Commission paritaire :
 - a. traite en premier lieu de différends et conflits individuels concernant l'interprétation et l'application de la présente convention collective sous réserve de recours à la juridiction des Prud'hommes compétente ;
 - b. défend les intérêts généraux de la profession ;
 - c. gère et administre les fonds paritaires, soit les aux frais d'exécution et les contributions de perfectionnement professionnel. Un budget et un compte d'exercice sont établis chaque année ;
 - d. examine les différends qui lui sont soumis par les employeurs ou les travailleurs ;
 - e. organise et finance les activités liées au perfectionnement professionnel qu'elle approuve ;
 - f. lutte contre le travail au noir.

26. Peines conventionnelles

1. Les infractions à la présente convention collective sont passibles d'une amende de Fr. 5 000.– au plus par cas.
2. Ce montant peut être porté à Fr. 20 000.– en cas de récidive ou de violation grave des dispositions de la présente convention. La commission paritaire peut, par décision unanime, aller au-delà des Fr. 20 000.– si le préjudice subi est supérieur à cette somme.
3. La Commission paritaire peut mettre à l'amende l'employeur qui ne s'est pas acquitté en tout ou partie des diverses contributions prévues par la présente convention collective. Elle ne peut excéder les 100 % de la valeur des prestations dues.
4. La Commission paritaire peut en outre imposer aux employeurs et/ou aux travailleurs la prise en charge des frais de procédure et de contrôle, si ces derniers ont prouvé le non-respect d'obligations conventionnelles.
5. Le versement du montant des peines conventionnelles doit avoir lieu dans les 30 jours suivant la notification de la décision définitive à ce sujet.

27. Recours

1. Toutes les décisions de la commission paritaire sont susceptibles de recours dans les trente jours auprès de la Chambre des relations collectives de travail (CRCT).
2. L'auteur d'un recours qui n'a manifestement aucune chance d'aboutir peut-être amendé en tant que recourant téméraire.

28. Contribution aux frais d'exécution et de perfectionnement professionnel

1. Pour couvrir les frais résultant de l'application de la CCT, le contrôle des entreprises, ainsi que le perfectionnement professionnel, il est institué des contributions.
2. La contribution aux frais d'exécution a pour but de couvrir les coûts d'application de la CCT, à savoir :
 - a. le contrôle de l'application de la CCT,
 - b. le contrôle des entreprises,
 - c. les mesures relatives au harcèlement sexuel et moral (mobbing),
 - d. le soutien à des mesures de prévention des accidents et maladies professionnelles,
 - e. l'accomplissement d'autres tâches à caractère social notamment.

Tous les travailleurs payent une contribution aux frais d'exécution équivalente à 0,55 % de leur salaire brut. Cette contribution est retenue par l'employeur sur le salaire du travailleur, quel que soit le mode de rémunération. Ces contributions sont versées par l'employeur sur le compte du fonds paritaire.

3. Les employeurs acquittent une contribution aux frais d'exécution équivalente à 0,15 % de la somme des salaires brut des travailleurs assujettis. Ces contributions sont versées sur le compte du fonds paritaire.
4. La contribution au perfectionnement professionnel a pour but d'assurer le recrutement et la relève professionnelle ainsi que d'encourager la formation et le perfectionnement professionnels. tous les travailleurs payent une contribution au perfectionnement professionnel équivalente à 0,1 % du salaire brut. Cette contribution est retenue par l'employeur sur le salaire du travailleur et versé sur le compte du fonds paritaire.
5. Les employeurs doivent payer une contribution au perfectionnement professionnel équivalente à 0,1 % de la somme des salaires bruts des travailleurs assujettis. Ces contributions sont versées sur le compte du fonds paritaire.
6. Les parties établissent un règlement d'utilisation de la contribution professionnelle.

29. Autres dispositions

Le code des obligations est applicable à titre supplétif.

30. Durée de validité de la convention collective

1. La présente convention collective entre en vigueur le 1er janvier 2011 pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2013.
2. A l'issue de cette période et en l'absence de dénonciation par une des parties, elle sera reconduite

tacitement pour une année et ainsi de suite d'année en année.

3. Elle pourra être dénoncée pour son échéance par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois pour la fin de l'année.

Annexes faisant partie intégrante de la présente convention collective :

Annexe I	Grille des salaires
Annexe II	Protection de la personnalité
Annexe III	Accord concernant les apprenti(e)s
Annexe IV	Accord sur la formation professionnelle (cat. 4+)

Pour le GESP

La Présidente
M.C. MESSERLI

Un membre du comité
R. VIQUERAT

Pour l'AGENS

Le Président
P. RAEMY

Un membre du comité
M. WEBER

Pour le syndicat UNIA

Section Genève
F. CHINARRO

Secrétariat central
J. ROBERT

Pour le syndicat SIT

Un secrétaire
J. GOMEZ

Pour le syndicat SYNA

Section Genève
P. REALE

Secrétariat central
C. HAYOZ

Annexe I

Grille des salaires, valable dès le 1er janvier 2011 et jusqu'au 31 décembre 2013

Secteur nettoyage

Cat.	Fonctions	Salaire brut horaire (Fr.)		
		2011	2012	2013
1	Nettoyeur(euse) en bâtiment titulaire du CFC	26.30	26.60	26.90
2	Nettoyeur(euse) en bâtiment qualifié(e)	22.15	22.40	22.70
3	Nettoyeur(euse) en bâtiment non-qualifié(e)	21.15	21.40	21.70
4+	Employé(e) d'entretien au bénéfice du certificat de formation	19.35	19.60	19.80
4	Employé(e) d'entretien + de 20h par semaine	19.35		
4	Employé(e) d'entretien + de 18h par semaine		19.35	19.35
5	Employé(e) d'entretien jusqu'à 20h par semaine	18.20		

5	Employé(e) d'entretien jusqu'à 18h par semaine		18.20	18.20
6	Remplaçant(e) Cat 3 / Cat 4 / Cat 5	Selon sa catégorie		

Supervision

Catégories	Fonctions	Nbre de subordonnés	Supplément brut horaire (Fr.)
1 à 5	Chef d'équipe	de 3 à 5	1.00
		de 6 à 9	2.00
		10 & +	3.00

Travaux spéciaux

Description	Supplément brut horaire (Fr.)
Ponçage & vitrification de parquets	5.00

Annexe II

Protection de la personnalité

1. Harcèlement moral (mobbing) et professionnel

Par harcèlement moral et professionnel, il faut entendre toute conduite abusive et unilatérale se manifestant de façon répétitive et grave notamment par des comportements, des paroles, des actes, des gestes, des écrits, de nature à porter atteinte à la personnalité, à la dignité ou à la santé d'une personne, à mettre en péril son emploi, à obtenir un avantage professionnel ou à dégrader manifestement le climat de travail.

2. Harcèlement sexuel

Par harcèlement sexuel, il faut entendre tout comportement importun de caractère sexuel ou tout autre comportement fondé sur l'appartenance sexuelle, qui porte atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail, en particulier le fait de proférer des menaces, de promettre des avantages, d'imposer des contraintes ou d'exercer des pressions de toute nature sur une personne en vue d'obtenir d'elle des faveurs de nature sexuelle.

3. Mesures à prendre en cas de harcèlement

L'employeur est tenu de prendre les mesures que l'expérience commande, qui sont appropriées aux circonstances et que l'ont peut raisonnablement exiger de lui pour prévenir ces actes ou y mettre fin. En cas de difficultés liées au harcèlement :

1. Les entreprises s'efforcent de prévenir ou de mettre fin à l'interne aux cas de harcèlement.
2. A défaut, sur demande orale ou écrite exposant la situation de fait et les données du problème, les secrétaires patronal et travailleur intéressés examinent les plaintes individuelles. Ils peuvent faire appel à une personne compétente en vue d'une conciliation.
3. Si les parties ne parviennent pas à régler le litige, elles peuvent transmettre le dossier à la commission paritaire professionnelle du nettoyage.
4. La commission peut proposer une conciliation selon la même procédure que sous chiffre 2 ci-dessus.
5. La commission paritaire dresse une liste de personnes compétentes au sens du ch. 2 ci-dessus. Si la conciliation est décidée, elle est confiée à l'une des personnes figurant sur cette liste.
6. Les frais de la conciliation sont à la charge de la commission paritaire.

4. Appel à un organisme de conciliation public

Les personnes en cause dans un cas de harcèlement peuvent opter pour une conciliation par un office public spécialisé, à leurs frais. Un tel cas exclut définitivement la mise en oeuvre d'une procédure selon les dispositions ci-dessus.

Toute autre voie de droit reste ouverte à la personne qui s'estime victime d'un harcèlement.

Annexe III

Accord du 19 janvier 2010 relatif aux apprenti(e)s occupé(e)s par les entreprises soumises au champ d'application de la CCT du secteur du nettoyage pour le canton de Genève

Les parties signataires de la convention collective du secteur du nettoyage pour le canton de Genève, soit :

Pour la délégation patronale :

Le GESP ;
L'AGENS.

Pour la délégation syndicale :

Le syndicat UNIA ;
Le syndicat SIT ;
Le syndicat SYNA.

Ont décidé ce qui suit en date du 19 janvier 2010 :

Article 1 – Principe

Les apprenti(e)s sont partiellement soumis à la convention collective du secteur du nettoyage pour le canton de Genève, selon les modalités suivantes :

Article 2 – Salaires des apprenti(e)s

Le salaire minimum est fixé pour les 3 années d'apprentissage comme suit :

1re année	Frs	900.–
2e année	Frs	1 200.–
3e année	Frs	1 800.–

Article 3 – Prestations conventionnelles applicables aux apprenti(e)s

Les prestations de la CCT du secteur du nettoyage pour le canton de Genève suivantes sont accordées aux apprentis :

Article 12 – Jours fériés

Article 13 – Indemnités en cas d'absences justifiées

Article 14 – Indemnités pour le service militaire et la protection civile en Suisse

Article 16 – Couverture en cas d'accident

Article 17 – Couverture en cas de maladie et de maternité

Article 18 – Indemnités diverses

Article 19 – Prévoyance professionnelle

Article 4 – Horaire de travail maximum

1. La durée du travail hebdomadaire est de 44 heures au maximum. Elle est répartie sur 5 jours à concurrence de 9 heures par jour au maximum.
2. Le travail supplémentaire, le travail du dimanche, de nuit, ainsi que les travaux présentant des risques pour la santé, la sécurité ou la moralité sont interdits.

Article 5 – Vacances

Apprenti(e)s de moins de 20 ans

1re année : 8 semaine
2e année : 7 semaines
3e année : 6 semaines

Apprenti(e)s ayant 20 ans révolus

1re année : 7 semaines
2e année : 6 semaines
3e année : 5 semaines

Article 6 – Contribution professionnelle

Les apprenti(e)s sont soumis(es) aux contributions aux frais d'exécution et de perfectionnement professionnel prévus à l'article 28 CCT.

Article 7 – Autre disposition

Le présent accord fait partie intégrante de la CCT 2011-2013.

Annexe IV

Accord du 19 janvier 2010 relatif à la mise en œuvre de la formation professionnelle du personnel d'entretien (cat. 4+)

Les parties signataires de la convention collective du secteur du nettoyage pour le canton de Genève, soit :

Pour la délégation patronale :

Le GESP ;
L'AGENS.

Pour la délégation syndicale :

Le syndicat UNIA ;
Le syndicat SIT ;
Le syndicat SYNA.

Ont décidé ce qui suit en date du 19 janvier 2010 :

1. La catégorie 4+ concerne les employé(e)s d'entretien qui ont suivi une formation de 5 jours et qui ont réussi l'examen y relatif.
2. La commission paritaire professionnelle genevoise du secteur du nettoyage œuvre depuis décembre 2009 à la mise sur pied de la formation pour les employé(e)s d'entretien.
3. Cette formation est calquée sur celle délivrée par la MRP. Elle a une durée de 5 jours à effectuer sur une période de 12 mois.
4. La formation est suivie pendant les jours ouvrables (du lundi au vendredi).
5. La formation se conclut par un examen écrit sous forme de questionnaire à choix multiple. L'orthographe est non éliminatoire.
6. La personne qui réussit l'examen se voit délivrer un diplôme qui est valable pour toute la branche.
7. Le droit à la formation du personnel d'entretien s'ouvre après la période d'essai.
8. Les coûts de la formation sont pris en charge par les fonds paritaires (frais de formation et perte de gain).
9. L'employeur est tenu de procéder à l'avance de salaire des employé(e)s qui suivent la formation. L'employeur se fera rembourser l'avance par les fonds paritaires.
10. L'employeur dispose d'un délai de carence de 3 mois dès la réussite de l'examen pour faire passer l'employé(e) en catégorie 4+.
11. L'employeur a la possibilité de limiter annuellement le droit à cette formation à 15 % de son personnel d'entretien.

12. Le présent accord fait partie intégrante de la CCT 2011-2013.

Coordonnées des parties signataires

Syndicats signataires :

UNIA Genève
5, chemin Surinam
Case postale 288
1211 Genève 13
Tél. 022 949 12 00
Fax 022 949 12 20
www.unia.ch

SIT
16, rue des Chaudronniers
Case postale 3287
1211 Genève 3
Tél. 022 818 03 00
Fax 022 818 03 99
www.sit-syndicat.ch

SYNA Genève
24, rue Caroline
Case postale
1211 Genève 24
Tél. 022 304 86 00
Fax 022 304 86 01
www.geneve.syna.ch

Associations patronales signataires :

GESP
98, rue de Saint-Jean
Case postale 5278
1211 Genève 11
Tél. 022 715 32 42
Fax 058 715 32 13
www.gesp.ch
dana.dordea@fer-ge.ch

AGENS
98, rue de Saint-Jean
Case postale 5278
1211 Genève 11
Tél. 022 715 33 54
Fax 058 715 32 13
www.proprete.ch
benoit.wyder@fer-ge.ch

Commission paritaire professionnelle

CPPGN
98, rue de Saint-Jean
Case postale 5278
1211 Genève 11
Tél. 022 715 32 09
Fax 058 715 32 13
www.nettoya-ge.ch
info@nettoya-ge.ch